

"Tremblement de terre à Miami



La partie cubaine a réitéré la proposition de lever le blocus pour une période déterminée afin de pouvoir évaluer ce que Cuba serait en mesure de réaliser.

Photo Pixabay

"Tremblement de terre à Miami

Auteur : José R. Cabañas Rodríguez

La partie cubaine a réitéré la proposition de lever le blocus pour une période définie afin d'évaluer ce que Cuba serait en mesure de réaliser.

Entre le 28 avril et le 31 mai, selon l'ONG Temblores, 3 789 cas de violence policière contre les manifestants de la grève nationale ont été signalés. Pensez-vous que le gouvernement colombien a pris des mesures pour éviter que ces événements ne se poursuivent ?

La simple existence des nouvelles formes de production cubaines et leur interaction avec leurs homologues américaines est une contradiction dans les termes pour les adeptes de l'Armageddon.

Le 17 mars dernier, des événements extraordinaires ont eu lieu à Cuba, qui ont une fois de plus bénéficié d'une couverture disproportionnée sur les réseaux sociaux et dans certains médias étrangers pour le type de catastrophes que nous vivons dans le monde d'aujourd'hui. Ils sont "extraordinaires à Cuba" parce qu'il ne s'agit pas d'un pays où les forces de l'ordre se promènent avec des armes longues dans les rues, où il n'y a pas de voitures blindées pour affronter les manifestations avec de puissants jets d'eau, et où il n'y a pas non plus de cas de perte d'yeux due à l'utilisation de balles en caoutchouc. Ces manifestations sont "extraordinaires à Cuba" parce que, à quelques exceptions près, les autorités ont été capables d'interpréter le sentiment populaire par le biais de mécanismes formels et des solutions à des problèmes impératifs ont été recherchées sans actes dans les rues.

Ce jour-là et les jours suivants, divers dirigeants cubains, à tous les niveaux, ont reconnu la survenue des événements et ont engagé un dialogue avec les personnes qui avaient explicitement exprimé leur malaise. Ni les bots ni l'intelligence artificielle n'ont pu créer des rapports de coups, d'arrestations ou de blessures. Ceux qui ont manifesté ont ensuite résumé les causes de leur mobilisation en quelques mots : "courant et nourriture".

Cependant, pour ceux d'entre nous qui ont vécu ces événements depuis Cuba, cela a donné l'impression qu'un tsunami numérique était en train de se produire, avec de fortes vagues venant de l'extérieur, qui n'étaient pas provoquées par un mouvement social tellurique interne qui pourrait le justifier. Il convient de préciser que l'irritation causée par les longues heures de coupure d'électricité, les pénuries de nourriture et les autres difficultés quotidiennes que les Cubains connaissent ces jours-ci est parfaitement comprise (et vécue). À cela s'ajoute le fait que le droit de manifester pacifiquement est reconnu dans la Constitution approuvée en 2019, pour laquelle la majorité d'entre nous a voté.

Mais le fait est qu'en regardant les réseaux pendant ces heures, le mot "effondrement" était réitéré périodiquement, soit du régime, soit du pays, selon le goût sémantique de l'auteur, et des événements similaires étaient mentionnés dans une multiplicité d'endroits à Cuba. Leur absence a suscité les moqueries de ceux qui, depuis leur téléphone, ont objectivement écrit "je suis sur le front de mer de La Havane et je ne vois rien", "personne n'est passé dans ce parc avec des affiches", et d'autres commentaires similaires.

Quelle est donc la disproportion de cause à effet, pourquoi n'y a-t-il pas eu d'équilibre entre l'action physique et la réaction numérique ?

Ceux qui ont l'âge et les connaissances nécessaires pour interpréter le chaos numérique ont pu calculer en quelques heures d'où provenaient le plus grand nombre de messages apocalyptiques et leur réitération. Pourquoi les habitants du sud de la Floride ou d'une ancienne métropole européenne ont-ils ressenti les coupures de courant plus intensément que les citoyens de la route du Morro, à Santiago, ou de Bayamo ?

Les raisons semblent aujourd'hui de plus en plus évidentes : leurs messages visant à accroître l'ampleur de ce qui s'est passé à Cuba et, surtout, la négativité du scénario futur, semblent être davantage destinés

au public américain qu'à créer une réaction en chaîne à l'intérieur de Cuba. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les événements qui ont précédé et suivi immédiatement les événements susmentionnés.

Au cours des deux dernières années, au milieu de la combinaison de la survie du COVID19, de l'augmentation de la dette de l'État, de l'intention d'ordonner qui a entraîné de nouveaux désordres, de l'augmentation de l'inflation, du manque de carburant et de lubrifiants, et donc d'aliments, un nouvel acteur économique est apparu dans le modèle cubain, qui a déjà eu ses diverses expressions sociales.

L'approbation par le gouvernement cubain de milliers de petites et moyennes entreprises, qui se sont ajoutées à d'autres acteurs non étatiques existants, a signifié, entre autres, de nouvelles sources d'emploi, des salaires différenciés, des modes de vie, des solutions à des problèmes spécifiques, des importations de produits déficitaires, et bien d'autres choses encore. En l'absence de contrôle, la corruption et l'illégalité se sont développées.

Une grande partie du financement qui a permis l'émergence et l'activisme de ces entités provenait de l'étranger. Des parents, des amis, des camarades de classe et d'autres personnes intéressées ont cessé d'envoyer des fonds à Cuba pour la simple consommation. Ils ont commencé à investir différents montants de monnaie librement convertible dans de petites entreprises, qui présentaient un niveau de risque élevé, mais qui ont finalement survécu dans un contexte d'incertitude externe et interne. La plupart de ces financements non bancaires proviennent du sud de la Floride, plus précisément de Miami.

Ni les concerts, ni les cris, ni les fusillades numériques n'ont empêché un nombre toujours croissant de Cubains vivant dans ces régions de se rapatrier, selon la dénomination technico-consulaire, d'acquérir des biens à Cuba, d'embaucher de la main-d'œuvre et d'en tirer des bénéfices. Dans d'autres cas, le défi de l'entrepreneuriat a été relevé seul par ceux qui n'ont jamais quitté l'île, même si le capital initial provient de l'étranger.

Ce fait a une multiplicité de formes concrètes d'identification sur les façades des établissements cubains, les sites web, les réseaux Whatsapp. La situation est encore très inégale d'une municipalité à l'autre, mais il existe des centaines d'exemples de réussite (et il pourrait y en avoir beaucoup plus) qui confirment, et n'infirmement pas, que les soi-disant MPME sont là pour rester.

Certaines contribuent à des programmes sociaux dans leurs communautés, d'autres s'engagent en faveur de la stabilité sociale et veillent à ce que la sécurité de leurs propres investissements ne soit pas mise en péril physiquement, et elles s'intéressent également à l'image que nous donnons dans son ensemble aux visiteurs étrangers.

Ce processus, peut-être inattendu pour certains, rejeté par d'autres et pas encore pleinement apprécié à l'intérieur et à l'extérieur, a donné lieu à une déclaration inouïe dans le Miami politique hispanophone : vous pouvez aller à Cuba pour investir de l'argent et faire des bénéfices. Il n'y a pas eu de message plus choquant au cours des 65 dernières années. Ni les campagnes de solidarité très appréciées et qui

mettent des vies en danger, ni le "rapprochement avec Obama", ni les millions de passagers qui se déplacent en bateau de croisière ou en avion, n'ont créé un plus grand sentiment de manque de gravité chez les héritiers du business de la contre-révolution.

Ces derniers mois, ils n'ont cessé d'affirmer devant le Congrès américain que les nouvelles formes de production cubaines étaient une plaisanterie, que toutes les nouvelles entreprises étaient aux mains des "initiés du régime" et qu'il s'agissait d'un socialisme déguisé.

Ils sont allés jusqu'à organiser un programme à Miami pour un groupe d'hommes d'affaires cubains avec la participation d'anciens terroristes et de poseurs de bombes locaux, dans le but qu'à leur retour à Cuba, ces jeunes gens reçoivent une sorte de rejet officiel ou populaire. Il n'en a rien été.

Les politiciens américains qui pensent en anglais britannique sont arrivés à la conclusion que l'échec des formules socialistes à Cuba est tel que le gouvernement a finalement eu recours à des expériences capitalistes. Un pour cent d'entre eux pensent qu'il est temps d'investir massivement dans de telles entreprises, tandis que les autres préfèrent attendre un supposé scénario futur qui ressemble davantage à l'occupation israélienne de Gaza.

Mais ces derniers jours, les Spanglish ont remporté une victoire avec une petite clause dans le budget fédéral d'urgence, adopté par le Congrès pour éviter une fermeture imminente du gouvernement, qui stipule qu'aucun fonds fédéral ne sera utilisé pour encourager la croissance des MPME à Cuba. Seule une personne peu familiarisée avec la question pourrait qualifier ce résultat de transcendantal, quand on sait que dans cet exercice, plus de la moitié des votants connaissent à peine le contenu du texte approuvé.

À une époque où la continuité de Biden et d'autres maux ont réduit l'attention directe des think tanks pour les questions cubaines, où la polarisation intérieure des États-Unis a mobilisé l'énergie de dirigeants élus qui avaient auparavant passé du temps à construire un autre type de relation avec l'île, la simple existence des nouvelles formes productives de Cuba et leur interaction avec les homologues américains est une contradiction dans les termes pour les adeptes de l'Armageddon.

C'est à cette époque qu'une délégation de commissaires à l'agriculture de douze États américains, regroupés au sein de l'Association nationale des secrétaires d'État à l'agriculture (NASDA), s'est rendue à Cuba pour s'informer sur les expériences et les besoins des producteurs cubains. La plupart de ces commissaires sont républicains et un pourcentage élevé de leur base a voté pour Donald Trump. Nous sommes à l'époque où le secrétaire américain à l'agriculture Tom Vilsack, le plus ancien responsable de l'agriculture dans l'histoire récente, a carrément déclaré lors d'une audition au Congrès qu'il était judicieux de faire du commerce agricole avec Cuba et de soutenir les producteurs privés de ce pays.

Ainsi, si l'on replace les événements "exceptionnels" de Cuba dans leur contexte, on découvre bien d'autres réalités qui dépassent les octets initiaux des algorithmes, on comprend mieux les publics

auxquels ils s'adressent et on imagine ce qu'ils préparent pour l'avenir.

Du côté cubain, la proposition de lever le blocus pour une période définie a été réitérée afin de pouvoir évaluer ce que Cuba, porteuse de cet attribut spécial désormais appelé résilience, serait capable de réaliser. Jusqu'à très récemment, les politiciens de la Calle 8 ne voyaient les effets probables de cet exercice hypothétique que sur le front de mer de La Havane. Aujourd'hui, ils savent que des mécaniciens cubains privés, en possession des bons outils, peuvent réparer le véhicule que General Motors n'a pas encore produit.

Comme le dit la sagesse populaire cubaine, "les jeux sont faits" ; il s'agit d'éviter son propre tremblement de terre avec le tsunami de quelqu'un d'autre.

Traduit de Telesur

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/350829-tremblement-de-terre-a-miami>



Radio Habana Cuba